

Service Environnement et Prévention des risques
10 rue Claudius Buard
Immeuble Le Continental
42000 St Etienne

St Etienne, le 23/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAEM ABATTOIR DU PAYS DE CHARLIEU

ZI ROUTE DE ST BONNET
42190 Charlieu

Code AIOT : 0054200148

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement SAEM ABATTOIR DU PAYS DE CHARLIEU implanté ZI ROUTE DE ST BONNET 42190 Charlieu. L'inspection a été annoncée le 10/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAEM ABATTOIR DU PAYS DE CHARLIEU
- ZI ROUTE DE ST BONNET 42190 Charlieu
- Code AIOT : 0054200148
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Abattoir multi-espèces.

Thèmes de l'inspection :

- Action Nationale 2025 « Agroalimentaire Incendie »
- Action Nationale 2025 « Sobriété hydrique »
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande d'action corrective	1 mois
3	Données de prélèvement : respect des volumes prélevables	Arrêté Préfectoral du 11/10/2012	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	autorisés			
4	Obligations déclaratives - GEREP	Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
5	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3	Demande d'action corrective	2 mois
7	Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local	Arrêté cadre sécheresse du 21/05/2025	Demande d'action corrective	1 mois
9	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV	Demande d'action corrective	1 mois
12	Eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 28	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
16	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/10/2012, article 4.3.10	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
17	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
20	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 09/08/2007, article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Données de prélèvement : compteur	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
8	Sécheresse - respect des restrictions applicables	Arrêté cadre sécheresse du 21/05/2025	Sans objet
10	Eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 26	Sans objet
11	Eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 27	Sans objet
13	Eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 32	Sans objet
14	Eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 33	Sans objet
18	Lutte contre incen-	Arrêté Ministériel du 30/04/2004,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	die	article 10	
19	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le PSH qui permet une exemption aux restrictions applicables en cas de sécheresse doit être mis à jour.

La gestion des eaux résiduaires (volumes et VLE) doit être remise à plat en associant l'inspection, la commune de Charlieu et l'entreprise et la convention de déversement renouvelée. Un point devra également être fait vis-à-vis du programme RSDE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan des réseaux présenté est en cohérence avec la visite terrain.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Vérifier la présence éventuelle d'un déshuileur sur les eaux pluviales et l'ajouter sur le plan.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Données de prélèvement : compteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance du prélèvement : compteur
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : Les installations sont entièrement raccordées au réseau AEP communal. Présence d'un seul compteur d'eau, relevé quotidiennement avec report des données sur un fichier informatisé. Consommation de l'ordre de 75 m ³ /jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés

Référence réglementaire : Arrêté cadre sécheresse du 21/05/2025
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des volumes prélevables autorisés
Prescription contrôlée : Selon l'AP du site
Constats : AP du 11 octobre 2012 prévoit un prélèvement maximum de 40 m ³ /jour. La consommation du site est en moyenne de 75 m ³ /jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre le relevé des consommations d'eau sur l'année 2024 en vue de la mise à jour de l'arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Obligations déclaratives - GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Obligations déclaratives - GEREP
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
Constats : L'outil GEREP n'est pas renseigné.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place les déclarations GEREP (émissions polluantes, déchets, eau...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion économe de l'eau de manière pérenne
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
Constats : Le Plan de Sobriété Hydrique (PSH) est en cours de mise à jour avec le cabinet BIOGRAM (Etudes et Expertises en Environnement).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre à l'inspection la version mise à jour du PSH.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions
Prescription contrôlée : Article 1 I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. Article 3 Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : [...] 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.
Constats : L'établissement est exempté de restriction au titre de la sécheresse dans le cadre de l'article 5 de l'arrêté cadre sécheresse 2025 qui l'emporte sur l'arrêté ministériel. L'arrêté ministériel du 30/06/2023 reste applicable pour ces articles 2 et 4 et notamment les actions de connaissance (au titre de l'article 4 point I 1° et I 6°) : elles doivent tenir à disposition les informations de prélèvement et rejet pérenne, et les actions de réduction menées. Actions non engagées en 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Au titre de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 les volumes prélevés et rejetés doivent être déclarés dans GIDAF dès le seuil de l'alerte renforcée.</p> <p>L'exploitant doit anticiper ces déclarations en définissant chaque année les références de consommation de l'année N-1 et en initialisant les cadres de saisie « sécheresse » dans l'outil GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local

Référence réglementaire : Arrêté cadre sécheresse du 21/05/2025, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - exemption au cadre régional
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5 de l'arrêté cadre sécheresse du 21/05/2025.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le PSH existe mais il est très incomplet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour se prévaloir de l'application de l'article 5 de l'arrêté cadre sécheresse du 21/05/2025 (exemption au titre du PSH) , le PSH doit être complet et validé par l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Sécheresse - respect des restrictions applicables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/1900, article (viser l'arrêté départemental sécheresse)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - respect des restrictions applicables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(citer l'annexe de l'arrêté cadre qui précise les restrictions applicables OU l'arrêté du site s'il mentionne des restrictions chiffrées selon les niveaux de gravité "cas 2")</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant connaît la zone d'alerte le concernant (RHINS-SORNIN) et a bien reçu les informations relatives aux arrêtés de restrictions « sécheresse » de la part de l'inspection. Le site est exempté au titre du PSH.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - respect des déclarations applicables
Prescription contrôlée : IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant prélève plus de 10 000 m ³ /an, il reste donc soumis aux articles 2 et 4 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dès le passage de la zone d'alerte en alerte renforcée ou en crise l'exploitant doit déclarer ses prélèvements et ses rejets via GIDAF. L'exploitant devra être en capacité à faire ces déclarations en 2026 (en cas de déclenchement de l'alerte renforcée ou de passage en crise sécheresse).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites Rejet mil nat
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration ou en rendement indiquées en annexe I du présent arrêté. Les valeurs limites de rejet sont compatibles avec les objectifs de qualité et la vocation piscicole du milieu récepteur, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe. Dans ce but, l'arrêté d'autorisation peut fixer plusieurs niveaux de valeurs limites selon le débit du cours d'eau, le taux d'oxygène dissous ou tout autre paramètre significatif. Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible tout en prenant en compte les conditions de dilution dans le milieu naturel en période d'étiage. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. L'arrêté d'autorisation fixe le débit maximal journalier du (ou des) rejet(s).
Constats :

Pas de rejet des eaux résiduaires au milieu naturel (prétraitement avant déversement dans le réseau unitaire communal puis traitement en station communale).
Type de suites proposées : Sans suite
N° 11 : Eau
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites
Prescription contrôlée : « Concernant les dispositions générales pour la fixation des valeurs limites d'émissions dans l'eau, les dispositions de l'article 21 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. « Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de : « - compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ; « - suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III). « Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration ou en rendement indiquées en annexe I du présent arrêté. « Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2ème alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié. »
Constats : Pas de rejet au milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites Ets raccordé
Prescription contrôlée : <p>Dans le cas où l'installation ne dispose pas de ses propres dispositifs d'épuration, l'exploitant s'assure du caractère pérenne du traitement de ses effluents par une station d'épuration extérieure à l'installation. Il garantit le respect de valeurs limites de rejet compatibles avec les capacités de traitement de la station d'épuration et les valeurs limites de rejet de cette station.</p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent dans de bonnes conditions.</p> <p>L'étude d'impact comporte un volet spécifique relatif au raccordement. Ce volet atteste de l'aptitude de la station à traiter l'effluent tel que décrit ci-dessus, détermine les caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur le réseau et précise la nature ainsi que le dimensionnement des ouvrages de prétraitement prévus, le cas échéant, pour réduire la pollution à la source et minimiser ou réguler les flux de pollution et les débits raccordés. Les incidences du raccordement sur le fonctionnement de la station, la qualité des boues, et s'il y a lieu, leur valorisation, sont en particulier étudiées au regard de la présence éventuelle de micropolluants minéraux ou organiques dans les effluents.</p> <p>Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST, 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites de concentration calculées sur la base d'une consommation d'eau conforme à celle indiquée à l'article 20 imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine respectent les valeurs sui-</p>

<p>vantes :</p> <p>MEST : 600 mg/l ;</p> <p>DBO5 : 800 mg/l ;</p> <p>DCO : 2 000 mg/l ;</p> <p>Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;</p> <p>Phosphore total (exprimé en P : 50 mg/l.</p> <p>L'arrêté d'autorisation peut prescrire des valeurs limites en concentration supérieures notamment en fonction de la consommation d'eau par kilogramme de carcasse et si l'étude d'impact démontre, à partir d'une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il n'en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration urbaine et de protection de l'environnement.</p> <p>Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation délivré au titre de la législation des installations classées s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau.</p> <p>Pour les installations déjà raccordées faisant l'objet d'une extension, l'étude d'impact comporte un volet spécifique relatif au raccordement. Ce volet atteste de l'aptitude de l'infrastructure d'assainissement à acheminer et traiter les effluents de l'abattoir dans de bonnes conditions, détermine les caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur le réseau et précise la nature ainsi que le dimensionnement des ouvrages de prétraitement prévus, le cas échéant, pour réduire la pollution à la source et minimiser les flux de pollution et les débits raccordés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les effluents sont pré-traités sur site puis dirigés vers le réseau unitaire. La convention de déversement avec la commune de Charlieu est en cours de renouvellement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre la nouvelle convention de déversement une fois signée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>« Elles concernent notamment :</p> <p>« - la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et relativement aux substances visées dans les articles 33 et 34 du présent arrêté ;</p> <p>« - le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) ;</p> <p>« - la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III) ;</p>

<p>« - les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection (article 58-IV). « Pour l'analyse des effluents aqueux et les effluents gazeux, les méthodes d'analyse sont les méthodes de référence en vigueur. « Pour l'analyse des sols et des boues, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence indiquées en annexe II. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des analyses sont saisis sur l'outil GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 33</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant met en place un programme de surveillance des effluents rejetés ou raccordés. La fréquence de mesure des paramètres Débit, DCO, DBO5 et MES est conforme à celle indiquée en annexe III. « La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. « Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, une mesure au moins mensuelle est réalisée sur l'azote total et le phosphore total. « Lorsque l'installation possède ses propres dispositifs d'épuration et lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées ci-dessous, une mesure journalière est réalisée sur l'azote total et le phosphore total. « Azote total : 50 kg/j. « Phosphore total : 15 kg/j. « Une mesure journalière est réalisée sur les hydrocarbures totaux si le seuil de 10kg/j est dépassé.</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance des émissions (rejets aqueux) est en place pour : MES , DBO₅ ; DCO ; NaCl ; Azote global ; Phosphore total et Graisses.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Norme</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ÉCHANTILLONNAGE Conservation et manipulation des échantillons --> NF EN ISO 5667-3 Etablissement des programmes d'échantillonnage -->NF EN 25667-1 Techniques d'échantillonnage --> NF EN 25667-2 ANALYSES pH. -->NF T 90 008 // Couleur --> NF EN ISO 7887 // Matières en suspension totales --> NF EN 872 //DBO5 --> NF T 90 103 // DCO --> NF T 90 101 // COT --> NF EN 1484 // Azote Kjeldal *--> NF EN ISO 25663 // N (N-NO2)--> NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395 et 26777 // N (N-NO3) --> NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395 et FD T 90045 // N (N-NH4)--> NF T 90 015 //Phosphore total --> NF T 90</p>

023 // Hydrocarbures totaux : NFT 90-114
Constats : Pas de bulletin d'analyse présenté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre à l'inspection les bulletins d'analyse de septembre, octobre, novembre et décembre 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2012, article 4.3.10		
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE		
Prescription contrôlée :		
Demande chimique en oxygène (DCO)	3000 mg/l	
Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO5)	1200mg/l	
Matière en suspension (MES)	900 mg/l	
NGL	225 mg/l	
Phosphore total	75 mg/l	
SEH	150 mg/l	
NaCl	500 mg/l	
Constats : Des dépassements récurrents sont observés en DCO, DCO _s , MES, NaCl. Le volume des rejets autorisé ne correspond plus à la réalité : 40m ³ /jour autorisé et rejet réel autour de 90 m ³ /jour.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre à l'inspection les pistes d'améliorations envisagées pour maîtriser les VLE.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 1 mois		

N° 17 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées. L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.
Constats : Les rapports des vérifications électriques n'ont pas été présentés (Q18 et Q19).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre les rapports Q18 et Q19 au titre de 2025 et la justification de la prise en charge des éventuelles anomalies relevées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les bâtiments et annexes sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre l'évacuation des personnes et l'intervention rapide des services de secours. L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus. Une attention particulière est portée aux locaux abritant les installations frigorifiques. En nombre suffisant, ces moyens sont correctement répartis sur la superficie à protéger. Les moyens de lutte et de prévention contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral. Les bâtiments et les annexes sont maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières. Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.
Constats : L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus (Extincteurs répartis sur site, 3 poteaux incendie à moins de 200 mètres dont un à 25 mètres de l'entrée principale).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.
Constats : Le réseau de collecte est bien de type séparatif. Des vannes martellières sont présentes pour isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/08/2007, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés périodiquement et au moins selon les indications du constructeur du matériel.
Constats : Les rapports de contrôle des moyens de lutte contre l'incendie n'ont pas été présentés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre à l'inspection les rapports de contrôle 2025 des moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, BAES, détecteurs de fumée...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois